

Pouvoir d'emprunt—Loi

Nous sommes maintenant arrivés à la deuxième étape qui consiste à harmoniser nos programmes avec ceux des Américains. En effet, au cours des cinq à sept prochaines années, nous entamerons des négociations ayant pour but de déterminer en quoi consiste une subvention. L'assurance-chômage sera-t-elle touchée? Est-elle, elle-même, une subvention? Nos programmes sociaux constituent-ils des subventions exceptionnelles au Canada? Les allocations familiales, l'assurance-chômage et la réparation des accidents du travail constituent-ils des subventions exceptionnelles au Canada? Nous assistons à une harmonisation de nos programmes, telle l'assurance-chômage, de notre politique sociale et de notre politique de développement régional avec les programmes en place aux États-Unis. Nous assistons à une privatisation et à une déréglementation accrues qui ont pour but d'harmoniser notre économie avec celle des États-Unis.

Nous ne pouvons pas appuyer un projet de loi portant pouvoir d'emprunt qui repose sur une pareille optique économique. Ce que veut faire le Parti conservateur, c'est alourdir de plus en plus le fardeau fiscal des Canadiens ordinaires et alléger de plus en plus celui des riches et des bien nantis. Il fait des prévisions et des prédictions qui vont probablement se révéler complètement farfelues.

Nous ne pouvons pas appuyer ce projet de loi portant pouvoir d'emprunt. Je crois que la Chambre devrait le rejeter. Elle devrait se prononcer contre ce projet de loi. Nous avons un gouvernement qui ne jure que par la fiscalité, qui emprunte de plus en plus, qui impose des taux d'intérêt de plus en plus élevés, et qui cause de plus en plus de chômage aux dépens des Canadiens, qui sont de plus en plus nombreux à vivre sous le seuil de la pauvreté.

Il ferait mieux de trouver des moyens de créer davantage de richesses et d'emplois pour les Canadiens ordinaires. Il devrait baisser les taux d'intérêt. Nous pouvons réduire les taux d'intérêt au Canada même s'ils sont élevés aux États-Unis. Nous pourrions aussi faire preuve de plus d'autorité au sein du Groupe des sept au regard du problème international des taux d'intérêt élevés. Voilà ce qu'il faudrait faire. Nous devrions venir davantage en aide aux agriculteurs et aux petits entrepreneurs. Nous devons nous assurer d'aider les régions du pays les plus durement touchées en cas de récession.

Or, au lieu de cela, on assiste à une répétition de ce qui s'est passé en 1981-1982. A ce moment-là, alors que les taux d'intérêt étaient élevés, le gouvernement libéral de l'époque a, par l'entremise de M. MacEachen, présenté un budget de récession. Les libéraux ont maintenu les taux d'intérêt élevés. Ils ont imposé les Canadiens ordinaires. Ils ont sabré dans les services offerts par le gouvernement fédéral et les dépenses fédérales. Ces mesures de la part du ministre des Finances de l'époque ont accéléré la récession et aggravé ses effets pour la plupart des Canadiens.

Je viens d'une région du pays qui ne s'est pas encore tout à fait rétablie de la récession de 1982. C'est le cas de beaucoup de mes collègues. Pourtant, voilà un gouvernement qui entend répéter les erreurs de 1981-1982, sept ou huit ans plus tard. Le ministre des Finances actuel est le double d'Allan MacEachen.

Une voix: Quelle insulte!

M. Blenkarn: Pas vraiment.

M. Nystrom: Le président du Comité des finances n'est pas certain. Son intervention dénote une certaine incertitude.

Les gens que la chose intéresse devraient prendre le temps de se reporter aux propos tenus dans cette enceinte en 1981-1982, par le président du Comité des finances, le ministre des Finances actuel, notre secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) et plusieurs autres ministres et députés conservateurs de longue date. Les intéressés, invitaient alors M. MacEachen à réduire les taux d'intérêt au Canada. Ils affirmaient qu'ils étaient trop élevés et qu'il pouvait intervenir auprès de la Banque du Canada, de M. Bouey, afin de réduire ces taux qui frappaient durement les citoyens ordinaires. Ils considéraient, à l'époque, que notre dette nationale était excessive; or, elle a pratiquement doublé par rapport à ce qu'elle était il y a quatre ans.

Selon eux, le fait de sabrer dans les programmes sociaux et les dépenses gouvernementales allait nuire aux Canadiens ordinaires. Ils affirmaient alors que les mesures en question allaient toucher surtout les provinces de l'Atlantique, certaines régions du Québec et de l'ouest du pays et le nord de l'Ontario. Ils avaient raison et pourtant, sept ans plus tard, le même parti, qui forme maintenant le gouvernement, fait exactement ce qu'il trouvait répréhensible en 1981-1982.